



NOS CONCLUSIONS SUR LE FINANCEMENT DES TRANSPORTS : IL FAUT MOINS DE ROUTES, PLUS DE TRAINS !

Le 9 juillet 2025, le gouvernement a présenté les conclusions de sa conférence Ambition France Transports. Pour l'Alliance écologique et sociale, la Déroute des routes et SUD Rail, engagées dans une campagne commune pour moins de routes et plus de trains, c'est un report urgent des investissements publics consacrés à des projets routiers vers le système ferroviaire qu'il faudrait.

Repenser le financement des transports est essentiel pour la justice sociale et environnementale. En effet, le transport représente **31 % des émissions de gaz à effet de serre de la France**. Or le **transport routier est 9 à 14 fois plus polluant que le train**. Mais par ailleurs, les dépenses de transport constituent **14 % des dépenses de consommation des particuliers**. Les lignes de train sont vitales pour les territoires qu'elles desservent. Enfin, le ferroviaire constitue un secteur d'avenir pour l'emploi et la reconversion des salarié-es de la route, des énergies fossiles, de l'aérien... pourvu que les conditions de formation et de rémunération soient attractives. Le président de la SNCF lui-même a tiré la sonnette d'alarme en avertissant d'un possible « effondrement » de la qualité du service ferroviaire d'ici 2030. C'est pourquoi la conférence de financement des transports du gouvernement aurait dû déboucher sur un **vaste plan de financement du ferroviaire**. Il n'en est rien et le gouvernement va continuer à jouer la montre jusqu'à la fin des concessions autoroutières (au plus tard en 2036).

L'argent existe : nous avons des alternatives économiques et sociales. En effet, les pouvoirs publics ont planifié 200 projets routiers, pour un coût cumulé compris entre 13 et 20 milliards d'euros d'argent public. Cela va entièrement à rebours des urgences sociales et environnementales. Nous exigeons **un moratoire sur tous ces projets routiers**. Ces 13 à 20 milliards d'investissements publics doivent être réorientés vers les transports en commun.

Nationaliser les profits des autoroutes permettrait aussi de dégager de nouvelles recettes pour financer le développement des alternatives de transport. Recourir aux financements privés, par des partenariats privé-public, est une solution instable qui, sur le long terme, coûte trop cher à la collectivité.

Nous poursuivrons notre mobilisation pour imposer ces mesures dans le débat budgétaire à la rentrée, avec les collectifs locaux qui se battent contre la fermeture de lignes SNCF vitales. Dès cet été, nous porterons nos propositions aux [Résistantes](#), du 7 au 10 août en Normandie et à l'[Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités](#) du 23 au 26 août à Bordeaux.

Pour en savoir plus, retrouvez toutes nos analyses dans notre note [Moins de routes, plus de trains : pour un autre financement des transports](#).

[Alliance écologique et sociale](#)

[La Déroute des routes](#)

[SUD Rail](#)

Contact presse : Julie Le Mazier, cosecrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires,
julie.lemazier@solidaires.org 06 11 31 34 32